

Journée d'étude Acclimat'action : « Quand l'alimentation se mêle de démocratie. De la participation à la délibération ? ».

Le double contexte actuel d'aggravation des inégalités socio-économiques et d'aspirations à davantage de justice sociale associé à celui de l'aggravation des effets du changement climatique conduit les citoyens à exprimer des revendications fortes de justice sociale et de justice écologique comme l'ont révélé les mouvements des Gilets Jaunes et des Marches pour le Climat. En parallèle de ce constat général, les acteurs de l'aide alimentaire constatent, notamment depuis la crise sanitaire du Covid 19, une très forte dégradation de l'accès à l'alimentation pour une part croissante de la population. Si l'offre alimentaire en France reste quantitativement suffisante pour nourrir l'ensemble de la population, une partie de celle-ci se trouve de plus en plus en difficulté (économique, culturelle ou géographique) pour se procurer une alimentation durable et de qualité provenant des circuits commerciaux traditionnels et/ou alternatifs. Justice alimentaire, justice écologique et justice sociale sont ici étroitement liées.

En 2020, plusieurs structures agissant dans des territoires populaires de Gironde pour faciliter l'accès de toutes et tous à une alimentation durable et de qualité ont fait le constat de cette dégradation des conditions socio-économiques des habitant•es en parallèle de celle de la situation écologique. Pour structurer la réflexion et initier des réponses, deux dynamiques collectives, l'une dans la métropole bordelaise (VRAC) et l'autre dans le Pays foyen (SaluTerre et les Râteleurs) se rejoignent pour former le collectif Acclimat'action. En plus de posséder une proximité dans les domaines d'action et les territoires d'intervention (Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville), elles expriment le besoin d'apporter un autre regard sur leurs actions par la mise en réseau avec les structures de la recherche, ainsi que la volonté de penser et construire, les conditions d'une transition alimentaire et écologique avec les habitant•es.

Cette démarche a conduit le collectif à vouloir enrichir son réseau de recherche en intégrant dès le début du projet des acteurs du monde académique à travers des chercheur.e.s du laboratoire CeDS de l'Université de Bordeaux qui sont à l'initiative de cette journée d'étude.

Dès 2010, la FAO a prôné l'orientation de l'alimentation vers des régimes alimentaires durables qui « *contribuent à protéger et à respecter la biodiversité et les écosystèmes, soient culturellement acceptables, économiquement équitables et accessibles, abordables, nutritionnellement sûrs et sains, et permettent d'optimiser les ressources naturelles et humaines* »¹. Cette approche pluridimensionnelle des systèmes alimentaires implique de traiter des enjeux économiques, sanitaires, environnementaux, politiques et sociaux sur des échelles à la fois individuelles, collectives et sociétales. Ces enjeux restent pourtant majoritairement abordés de manière indépendante dans le cadre de politiques publiques sectorielles. Pour pallier ce manque, le collectif privilégie l'approche par les territoires, perçus comme espace de création et d'émancipation, là où le cadre de l'action publique prend difficilement en compte la multiplicité des enjeux.

Le projet d'Acclimat'action vise à relever le défi de la transition alimentaire et écologique en s'appuyant sur une co-construction de savoirs et d'expériences entre associations et citoyens portant sur des pratiques alimentaires écologiques. Par expérience, les personnes en situation de vulnérabilité possèdent des savoir-faire qui sont souvent non reconnus par les institutions. Ces personnes produisent leurs propres ressources et inventent des solutions locales et

1 <https://www.fao.org/nutrition/education-nutritionnelle/food-dietary-guidelines/background/sustainable-dietary-guidelines/fr/>

d'autonomie. Le parti pris de la dynamique de ce projet est d'impliquer l'ensemble des acteurs et des publics visés par les actions.

La mise en mouvement collective initié dès 2020 a fait émerger certaines limites dans la capacité collective à induire des transitions alimentaires et écologiques au sein des quartiers populaires. Ainsi, l'accompagnement du changement des comportements individuels et collectifs auprès de ces publics suppose d'interroger les propres pratiques des membres du collectif, notamment leurs effets potentiels et leurs liens avec les savoirs en jeu (scientifiques, opérationnels ou vécus). D'autant que ces pratiques présentent des spécificités liées à la diversité des « sociabilités militantes » des membres du collectif (développement social par l'insertion, aide sociale, éducation populaire) et leur ancrage territorial (urbain d'un côté et rural de l'autre). Ces limites ont conduit le collectif à vouloir instaurer un espace réflexif parallèlement à la conduite du programme d'actions instaurant un travail de recherche-action où le territoire devient à nouveau un espace de création de la coopération.

Dans ce contexte, cette matinée d'étude ambitionne de participer à ce travail réflexif en questionnant les représentations des membres du collectif dans le domaine de la démocratie alimentaire, et plus particulièrement sur les notions de participation et de délibération, afin de préparer le lancement, durant le premier semestre 2023, de ses « parcours d'engagement ». Ce parcours vise à l'élaboration et à la diffusion de propositions pour transformer les dispositifs publics d'accès à l'alimentation au sein de quatre territoires de Gironde. Pendant six mois, une quarantaine de citoyens issus de ces quatre territoires (Bordeaux, Bègles, Sainte-Foy la Grande et Sud Gironde) se retrouveront d'abord pour monter en compétence sur les enjeux de l'alimentation, puis pour émettre des propositions concrètes afin d'alimenter une future expérimentation d'une sécurité sociale de l'alimentation en Gironde.

Si le thème de la délibération émerge de plus en plus dans le champ de l'alimentation, il reste à un stade encore très limité tant les initiatives telles que celle que nous portons n'en sont encore qu'à leurs prémices. Dans d'autres domaines en revanche, tels que la santé et le politique, les enjeux de la place et de la prise en compte des individus, qu'ils soient citoyens, patients, aidants sont présents depuis plusieurs décennies. L'idée générale de cette matinée est de se nourrir des analyses qui ont été menées dans ces domaines pour venir interroger les représentations actuelles sur cette question de la démocratie délibérative appliquée au domaine de l'alimentation.

Au cours de cette matinée, trois présentations sont proposées afin de faire dialoguer les enjeux de la démocratie alimentaire en venant questionner des réflexions qui ont été menés dans la mise en pratique de la participation au sein de la démocratie sanitaire et de la démocratie politique.

09h30 – 09h45 : Introduction

09h45-10h40 : Démocratie alimentaire, émergence et appropriation des enjeux de démocratie appliqués aux questions alimentaires.

Intervention de Antoine Bernard de Raymond (Sociologue INRAE - BSE Université de Bordeaux)

10h40-11h30 : Démocratie délibérative et participative sur l'alimentation : retour d'expérience sur le suivi du groupe « Se Nourrir » de la Convention Citoyenne pour le Climat.

Intervention de Laurence Granchamp (MCF section CNRS 36, section CNU 19 – LinCS – Université de Strasbourg)

11h30-12h25 : Démocratie en santé et participation de l’usager. Retours d’expérience autour des enjeux de la participation des soignés.

Intervention de Frédéric Bouhier (Animateur social et socioculturel spécialisé sur les questions de santé. Accompagnateur d’organisations dans la mise en œuvre et l’évaluation de leurs actions de santé).